

La francophonie économique, un moteur de compétitivité et de croissance

Six mois après la création à Tunis de l'Alliance des Patronats Francophones, nous, 28 organisations patronales de pays francophones nous sommes réunies à Abidjan pour la seconde édition de la Rencontre des Entrepreneurs Francophones (REF). Cet événement marque un point d'étape pour les travaux initiés par notre nouvelle Organisation, créée pour dynamiser les flux économiques de l'espace francophone.

La création de cette Alliance porte en elle un potentiel puissant et a vocation à devenir le bras armé des entreprises francophones. Notre objectif : prospérer ensemble.

Alors que la souveraineté alimentaire et énergétique de nos pays est menacée par une guerre aux frontières de l'Europe, nous souhaitons alerter nos gouvernements sur les risques que l'évolution des prix des matières premières et de l'énergie fait porter sur nos économies et en particulier les plus fragiles. Nous voulons porter ensemble la mission de renforcer notre coopération économique pour développer des flux d'affaires entre les pays du nord et du sud de l'espace francophone, chacun sur un pied d'égalité. Etant unis par ce capital immatériel que sont la langue commune ainsi que par des systèmes juridiques convergents, notre force réside dans ces leviers d'influence que sont l'économie et l'entrepreneuriat. Ils constituent des facteurs de stabilité pour les investissements et un avenir pour notre jeunesse, nous apportant un avantage compétitif.

Dans un monde de plus en plus polarisé, où les logiques de blocs régionaux s'accroissent, il est essentiel et urgent de trouver des passerelles pour resserrer nos liens et intensifier notre compétitivité.

Lors de cette Rencontre d'Abidjan, nous avons notamment abordé les sujets majeurs qui touchent au développement du secteur privé. Les travaux des 7 groupes de travail de l'Alliance ont produit des livrables de grande qualité et des propositions concrètes pour renforcer considérablement le climat d'affaires de l'espace francophone. Plusieurs de ces propositions nécessitent l'appui de nos gouvernements.

Il s'agit notamment de favoriser la circulation des biens et des personnes dans l'espace francophone pour lequel la création d'un visa d'affaires francophone est une nécessité absolue.

Par ailleurs, il est primordial de former notre jeunesse. Cette jeunesse, c'est l'avenir de la francophonie. Les gouvernements doivent créer un cadre propice pour les entreprises afin de favoriser l'employabilité des jeunes diplômés et accompagner les entreprises dans la création de formations sur mesures adaptées aux besoins du marché de l'emploi. Nous souhaitons également offrir un avenir aux jeunes diplômés en favorisant la co-traitance et non plus uniquement la sous-traitance. Par ce transfert de compétences, les entreprises locales deviendront plus compétitives et durables.

Enfin, nous appelons à une réelle implication de l'État pour développer l'éclosion de champions nationaux. La francophonie économique a le potentiel pour devenir un grand marché pour les projets d'infrastructures et pour l'innovation, attirant les projets co-financés, et les jeunes formés dans des systèmes convergents. D'importantes synergies sont possibles avec une vision commune !

A vous désormais, Chefs d'Etat, de vous saisir de cette opportunité que les chefs d'entreprise ont créée ensemble grâce à l'Alliance des Patronats Francophones.

La Francophonie économique que nous voulons c'est une francophonie en action, avec tous !

Les membres de l'Alliance :

- Confédération Algérienne du Patronat Citoyen (CAPC).
- Union Wallonne des Entreprises (UWE).
- Conseil National du Patronat du Bénin (CNP-Bénin).
- Conseil National du Patronat du Burkina (CNPB).
- Chambre de Commerce et d'Industrie France-Cambodge (CCI France-Cambodge).
- Groupement Interpatronal du Cameroun (GICAM).
- Groupement interprofessionnel de Centrafrique (GICA).
- Mouvement des Entreprises Comoriennes.
- Union Patronale et interprofessionnelle du Congo (UNICONGO).
- Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI).
- Chambre de Commerce de Djibouti (CC Djibouti).
- Mouvement des Entreprises de France.
- Confédération Patronale du Gabon (CPG).
- Confédération Générale des Entreprises de Guinée (CGE-GUI).
- Chambre Nationale de Commerce et d'Industrie du Laos.
- Association des Industriels Libanais (ALI).
- Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM).
- Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM).
- Conseil national du patronat du Mali (CNPM).
- Business Mauritius.
- Union Nationale du Patronat Mauritanien (UNPM).
- CNPN Niger.
- Conseil du Patronat du Québec (CPQ).
- Fédération des Entreprises du Congo (FEC).
- Conseil National du Patronat du Sénégal (CNP Sénégal).
- CNP Tchad.
- Conseil National du Patronat du Togo (CNP Togo).
- Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (UTICA).